



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

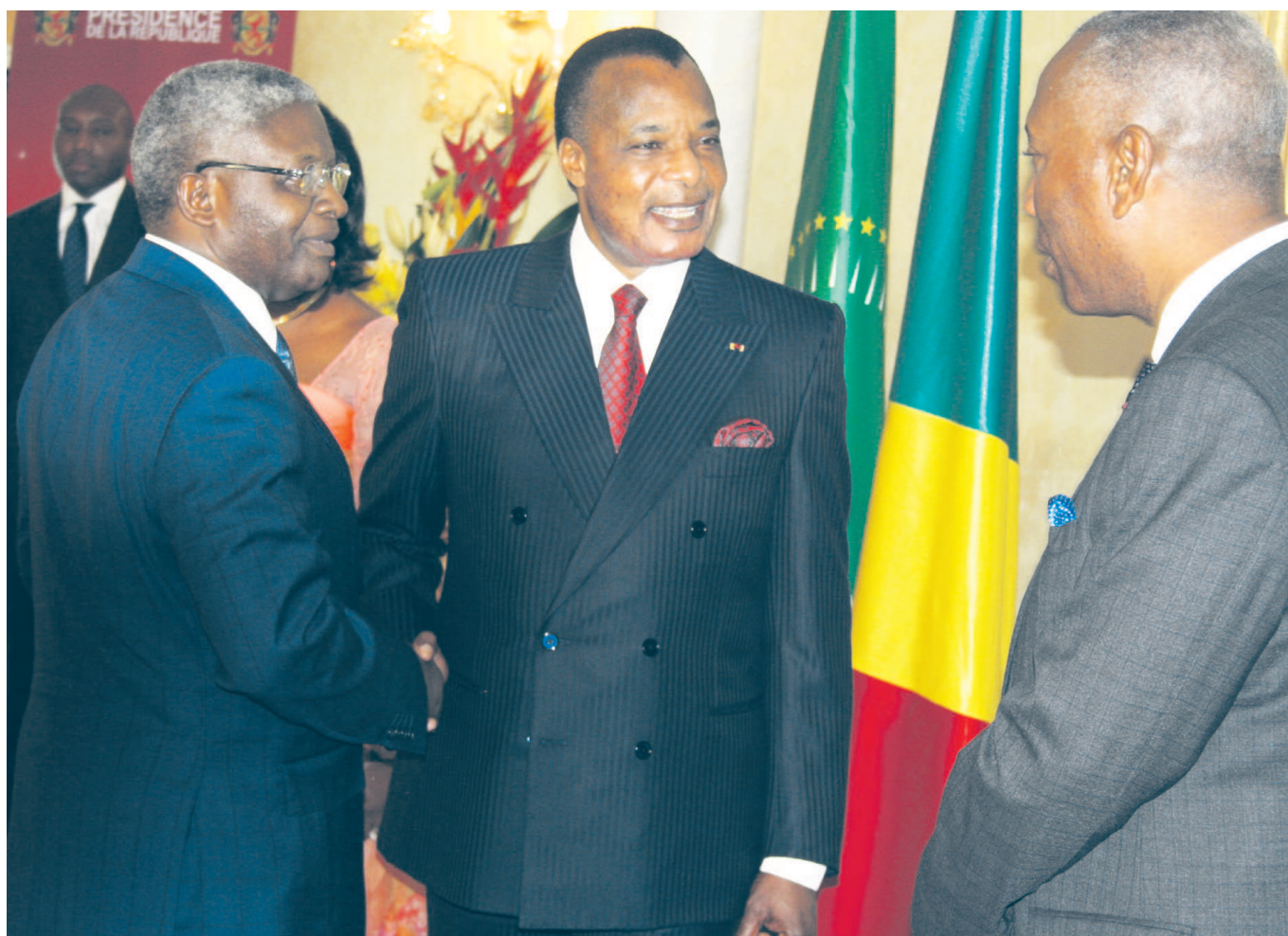
200 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1907 JEUDI 9 JANVIER 2014

Nouvel An 2014

Quatre heures d'échanges entre le chef de l'État et les corps constitués nationaux



Denis Sassou N'Guesso, Pascal Tsaty Mabila et le ministre d'État Firmin Ayessa, directeur du cabinet du président de la République

Après le corps diplomatique, le 6 janvier, les corps constitués nationaux ont sacrifié, hier, entre dix heures et quatorze heures, au rituel d'échanges de civilités avec le président de la République et son épouse, au Palais du peuple, à l'occasion du nouvel an 2014. Les dirigeants et membres des institutions constitutionnelles, des grands corps de l'État, des partis politiques, des confessions religieuses et de la société civile sont passés saluer le couple présidentiel avec amabilité. Moment de retrouvailles, cet échange qui ne donne pas lieu à des discours brillants néanmoins par le prononcé de petites phrases poliées, de petites attentions suivies et même de revendications, desquelles la cérémonie tire toute son originalité.

On pourrait par exemple noter ces grandes étreintes entre le chef de l'État, son épouse et les meilleurs élèves du Congo, sélectionnés par la fondation Jeunesse éducation et développement, ou encore cette « attaque » du leader de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale Pascal Tsaty Mabila (opposition), qui voyait d'un mauvais œil que le Parti congolais du travail (Majorité présidentielle) ait délégué un nombre important de ses membres à la cérémonie des vœux contre lui tout seul au compte de sa formation politique. Réponse animée du président de la République : « *n'hésite pas à me voir pour parler de ce genre de choses* ». Et, rires... Signe qu'entre l'opposition et le pouvoir, le dialogue reste permanent.

En images, les moments forts de la cérémonie.

Pages 12 et 13

ÉDUCATION

Quelles perspectives pour 2014 ?

Page 3

ÉDITORIAL

Tournant

Page 2

CENTRAFRIQUE

L'ONU relance la distribution des vivres

Suspendue depuis le 18 décembre dernier, l'opération de distribution des vivres et non-vivres aux personnes déplacées de Bangui, a été relancée le 7 janvier par les Nations unies.

Le Programme alimentaire mondial qui s'est dit extrêmement préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire dans le nord-ouest de la République centrafricaine (RCA), souhaite atteindre, au cours des dix prochains jours, tous les déplacés disséminés à travers ce pays. Selon les agences onusiennes, près de la moitié de la population de la RCA, soit plus de deux millions de personnes, ont besoin d'une aide humanitaire.

Page 14

POINTE-NOIRE

La Chine réitère son engagement à construire le port minéralier

Dans la perspective de satisfaire le besoin croissant d'importation et d'exportation des marchandises au Congo, le gouvernement va construire, avec l'appui des partenaires

chinois, le port minéralier de Pointe-Noire. La mise en œuvre de ce projet est confié à la société chinoise China road and bridge corporation (CRBC) qui a présenté mardi le

projet au ministre chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, en présence de l'ambassadeur de Chine au Congo.

Page 22

ZONE INDUSTRIELLE DE MALOUKOU

Quatre usines entrent en production en 2014

Quatre des quinze usines en construction dans la zone de Maloukou mettront probablement leurs produits sur le marché national au cours de cette année.

De sources proches du ministère

de tutelle, les unités spécialisées dans la fabrication de briques, de tuiles en céramique, de tubes et tuyaux en PVC et de tuiles galvanisées sont prêtes à fonctionner.

Après des expérimentations me-

nées en 2013, des corrections ont été apportées aux insuffisances observées et plus rien ne devrait empêcher le démarrage de la production.

Page 5

ÉDITORIAL

Tournant

Le sommet extraordinaire qui doit réunir aujourd'hui, à N'Djamena, les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale marquera sans doute un tournant dans la terrible crise qui secoue la Centrafrique depuis des mois. Peut-être se traduira-t-elle, comme cela se murmure dans les milieux diplomatiques, par l'éviction du président de la transition, Michel Djotodia, mais elle verra surtout les chefs d'État de la sous-région aborder enfin de face le problème dont la solution commande le destin de leur peuple, à savoir la mise en place d'un système de gestion des crises suffisamment efficace pour ramener la paix partout où elle se trouve menacée.

Expliquons-nous. L'une des caractéristiques des crises qui secouent le Bassin du Congo depuis des décennies est l'incapacité dont font preuve la douzaine d'États composant cette vaste entité de s'entendre sur les procédures à suivre et les moyens à déployer pour assurer la sécurité de leurs peuples. Agissant en ordre dispersé, ne délivrant qu'au compte-goutte l'argent qui permettrait la constitution d'une force d'intervention efficace, préférant demander à la communauté internationale de les assister que de se concerter réellement, leurs dirigeants n'ont pas réussi à dissiper la méfiance qui les condamne à l'inaction. Résultat des courses : la violence n'a cessé de croître dans différentes zones de cet espace immense, causant en vingt ans la mort de dix millions d'innocents.

La dérive à laquelle on assiste à Bangui et sur toute l'étendue de la Centrafrique a atteint un niveau tel que même s'ils ne le reconnaissent pas publiquement, les dirigeants de l'Afrique centrale en viennent à penser que seul un travail collectif, ordonné, cohérent pourra vaincre les mauvais démons qui rongent cette partie du monde. Et tout indique aujourd'hui qu'ils sont prêts à écouter ceux de leurs pairs – le président Denis Sassou-N'Guesso tout particulièrement – qui plaident cette cause, à agir enfin de concert pour rétablir la paix partout où elle est menacée, à mettre en commun les moyens dont ils disposent pour prévenir les conflits en gestation.

Il se pourrait bien, dans ce nouveau contexte, que le sommet de N'Djamena ouvre une nouvelle page de notre histoire commune avec la mise en place d'une architecture de défense régionale digne de ce nom.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

L'île Maurice octroie quinze bourses au Congo

La République mauricienne a alloué au titre de l'année académique 2014-2015 un total de quinze bourses d'études pour les étudiants congolais désirant venir étudier au sein des instituts tertiaires.

Les bourses octroyées se répartissent comme suit : cinq pour les programmes d'études supérieures de l'Open University de Maurice et huit aux étudiants du Congo. L'université des Mascareignes a offert deux bourses en ingénierie, gestion, technologies de l'information. L'institut Fashion et Design a offert deux bourses dans les domaines de la conception, du textile et du graphisme.

Il est aussi prévu, dans le partenariat avec le Congo, la mise en place d'un centre d'études ; deux professionnels du Congo pourront exercer au Mauritius Research Council. Une autre structure mauricienne, la Mauritius Qualifications Authority, propose de soutenir le Congo pour développer un cadre de certification et de validation des acquis.

Le ministre à la présidence chargé des zones économiques spéciales, Alain Akouala Atipault, l'a confirmé le 8 janvier, dans une interview exclusive avec Les Dépêches de Brazzaville.

« Nous nous sommes rendus à l'île Maurice pour porter une lettre d'invitation du Premier ministre de l'île Maurice dans notre pays pour cette année. En marge de notre visite de travail, nous avons rencontré le ministre de l'Éducation tertiaire, des sciences, de la Recherche et de la technologie, qui a voulu vérifier s'il y avait des étudiants congolais dans son pays. Il s'est rendu compte qu'il n'y en avait aucun », a déclaré Alain

Akouala.

Selon le ministre, si l'on veut industrialiser un pays et diversifier la base industrielle de l'économie, la composante essentielle est la formation qui devrait anticiper un certain nombre de séquences industrielles. C'est le cas de l'île Maurice qui a formé son capital humain sur une décennie. « Cette émer-

professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi de dédier un cadre à la gestion de ces bourses.

« Ce geste fort marque la volonté de l'île Maurice qui, ne voulant pas se disperser sur l'ensemble des pays africains, a fait le choix du Congo. À notre niveau, en prévision de la visite d'État du Premier ministre, nous



Alain Akouala avec Maurice Lam Pack, directeur du Board of Investment, l'agence pour la promotion des investissements de l'île Maurice (© DR).

gence ne peut pas se faire si la ressource humaine n'a pas une formation adaptée. À cet égard, chaque université a présenté les formations disponibles pour les Congolais et a affirmé que les portes (du secteur public ou privé) étaient ouvertes », a précisé le ministre à la présidence.

La responsabilité revient aux ministères de l'Enseignement supérieur et à celui de l'Enseignement technique,

devons nous organiser pour que, de manière sectorielle, nous préparions les accords que nous allons signer », a indiqué Alain Akouala.

« Le besoin de formation est là, il est criant. Nous envisageons de préparer une sorte de communauté interministérielle qui sera concernée par les accords à préparer, étant donné la volonté manifeste du gouvernement mauricien », a-t-il conclu.

Nancy France Loutoumba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonnateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo

Assistante commerciale : Hortensia Olaboure

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignat,

Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain

Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers

(Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntisha (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagalericongoco.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo

Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)

38 rue Vaneau 75007 Paris

Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

ÉDUCATION

Quelles perspectives pour 2014 ?

Après avoir déclaré 2013, année de l'éducation de base et de la formation qualifiante, le gouvernement s'est engagé à redonner la priorité à ce secteur au cours de cette nouvelle année. Ceci, en termes d'investissements publics. Sauf que cette fois c'est l'ensemble du système éducatif qui est pris en compte à savoir : enseignement fondamental, enseignement technique, formation qualifiante et enseignement supérieur.

En 2013, environ 300 milliards FCFA avaient été inscrits au titre du budget de l'État. Selon les responsables des ministères de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation et ceux de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, cette enveloppe était destinée à l'amélioration des conditions de travail des enseignants et des élèves, à travers la construction des écoles et de bien d'autres infrastructures.

Quel bilan pour 2013 ?

Un an après, aucun bilan officiel n'est fait du côté de l'enseignement de base. La situation dans la quasi-totalité des écoles du pays

secondaire qui, avant la rentrée scolaire, a transféré, en masse, des élèves sans avoir évalué les effectifs existants.

« J'ai plus de 250 élèves en terminale alors que le ratio est de 45 apprenants par salle au lycée. Dans ces conditions, je suis parfois obligé d'interrompre le cours avant la fin de l'heure parce qu'il est impossible de se déplacer au milieu des élèves », s'est plaint un enseignant. Le CEG Jacques Opangault situé dans la même partie de la ville ne fait pas exception. Les quatre bâtiments scolaires se trouvent dans un état de dégradation avancé pour 3 000 élèves avec, à la clé : un manque criant de tables bancs et une insuffisance de salles de classes.

L'autre serpent de mer : le déficit chronique d'enseignants

Le conseil national de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, tenu en 2013, a fait ressortir que le sous-secteur accusait actuellement un déficit de près de 14.000 enseignants alors que depuis quelques années, le gouvernement n'a cessé de recruter dans ce secteur.

Ce déficit est beaucoup ressenti



Le ministre Hellot Matson Mampouya

tre une fois la prise en charge effective. Où partent-ils ? Selon les responsables syndicaux, les enseignants ne respectent plus l'engagement décennal qu'ils prennent avant le recrutement. Le non respect de cet engagement s'explique, selon toujours les syndicalistes, par le fait qu'il y a quelques années les enseignants n'étaient pas bien payés et que leurs conditions de travail n'étaient pas améliorées.

Pour résoudre ce problème, les syndicalistes demandent au gou-

dossiers de recrutement des enseignants gérés dans ces différentes administrations.

Des écoles qui manquent de budgets de fonctionnement

Habités à démarrer la rentrée scolaire avec les frais de gratuité (budget de fonctionnement), souvent débloqués par la tutelle au mois de septembre, les directeurs des établissements scolaires de l'enseignement général n'ont plus perçu un seul franc. « D'habitude c'est au mois de septembre qu'on nous donne le budget de fonctionnement, malheureusement jusqu'à la fin de l'année rien n'est fait. Nous sommes obligés d'emprunter de l'argent pour acheter les craies, du papier et d'autres accessoires », s'est plaint un chef d'établissement qui a requis l'anonymat. Pourtant, le ministre de l'Enseignement primaire, Hellot Matson Mampouya, avait offert en octobre dernier, des moyens roulants aux directions départementales, aux inspections et aux circonscriptions scolaires. Un don qui intervient après la clôture opérationnelle du Projet d'appui à l'éducation de base (Praebase), le 30 juin 2013.

Par la même occasion, le ministre annonçait l'exécution en cours du programme de construction des directions départementales. À ce jour deux seulement ont été inaugurées : celle du Pool, construite à

Kinkala et celle de Djambala dans les Plateaux.

Des échecs aux examens qui reflètent la réalité du terrain

Au brevet d'études du premier cycle (BEPC), sur les 83 378 candidats présentés à la session de juillet 2013, seul 39 731 ont été déclarés admis. Des résultats en légère régression par rapport à 2012 (49,94). Au baccalauréat, le taux d'admission était en augmentation l'année dernière par rapport à 2012, soit 28,20% contre 17,85%. Il n'a pas atteint la barre des 30%. En effet, sur les 46.096 candidats présentés, 13.002 ont été déclarés admis. Le nombre des refusés s'élève à environ 33.094 candidats, soit un pourcentage de 71,79%.

En réalité, les problèmes de l'école congolaise sont connus, l'engagement du gouvernement à les résoudre est renouvelé. Il reste aux cadres chargés de la mise en exécution des différentes mesures de se mettre au travail en dehors de ce que les colossales sommes d'argent consacrées à ce secteur vital pour le développement du pays devraient être mieux gérées.

Retour sur les deux mois de grève

L'année scolaire 2012-2013 avait été marquée par une grève des enseignants qui a totalement paralysé les sous-secteurs de l'enseignement pendant deux mois (mars-avril) sur toute l'étendue du territoire national. Parmi les revendications à l'époque : l'adoption de leur statut particulier, le relèvement du point d'indice à 320, la publication des textes harmonisés et le paiement des rappels de solde d'activités. Le mouvement, qui avait fait tâche d'huile, a mobilisé le gouvernement dans son ensemble, et même des partis politiques de la majorité présidentielle, avec comme garantie : l'ouverture des négociations globales.

Peut-on dire que 2014 connaîtra un meilleur climat ? La météo en ce début d'année annonce un ciel plus ou moins lourd.

Parfait Wilfried Douniama



Les candidats au CEPE session 2013

est restée la même : pas de tables-bancs, des effectifs pléthoriques, insuffisance de salles de classes, manque d'enseignants titulaires. À Brazzaville, en dépit de nombreuses écoles construites au lendemain du drame du 4-mars 2012, des élèves continuent de prendre les cours debout ou adossés aux murs. Le lycée Thomas Sankara, dans le 9e arrondissement de Brazzaville, Djiri, en offre une meilleure illustration. Considéré actuellement comme l'un des meilleurs lycées en termes de résultats obtenus au baccalauréat ces dernières années, ce lycée, scindé aujourd'hui en deux vagues, après la catastrophe de Mpila, affiche un effectif pléthorique en 2014. Surtout en terminale où l'on compte des centaines d'élèves par classe. Selon quelques enseignants rencontrés, le problème est parti de la direction générale de l'enseignement

dans les écoles de l'intérieur du pays où ces commis de l'État ne s'y rendent souvent que pour la prise de service avant de disparaître

vernement, notamment aux ministères de l'Enseignement primaire, de la Fonction publique et des Finances de débloquer les



Les élèves et parents consultant les listes des admis au BEPC à la Dec

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 003/MSP/PRHBG/2013

POUR LA FOURNITURE, LE TRANSPORT, L'INSTALLATION DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX ET NON MÉDICAUX, DES MOBILIERS ET MATÉRIELS MÉDICAUX ET NON MÉDICAUX DESTINÉS A L'HOPITAL BLANCHE GOMES (Phase 2)

1.Le gouvernement de la République du Congo, la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) et le Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID) ont conclu des accords de prêt, destinés à contribuer au financement de la deuxième phase de l'hôpital Blanche Gomes.

Le Gouvernement a l'intention d'affecter une partie des Financements aux paiements éligibles dans le cadre du contrat visé par le présent Appel d'Offres (« AO »). Tous les paiements effectués dans le cadre du contrat envisagé seront soumis, à tout égard, aux Termes et Conditions de l'accord et des documents connexes, y compris les restrictions d'utilisation des Financements et les conditions de décaissement des Financements. Aucune partie, autre que le Gouvernement ne peut se prévaloir de droits conférés par l'accord ni prétendre au produit du Financement.

2.La Cellule d'Exécution du Projet invite, par le présent appel d'offres international, les candidats remplissant les conditions requises à présenter une offre sous pli fermé et cacheté, pour la fourniture, le transport et l'installation des équipements médicaux et non médicaux, des mobiliers et matériels médicaux et non médicaux destinés à l'hôpital Blanche Gomes en lot unique

3.Le processus se déroulera conformément aux procédures de la BADEA ou / du système international d'appel d'offres

4.Les candidats intéressés remplissant les conditions requises peuvent obtenir un complément d'informations auprès de la Cellule d'Exécution du Projet et peuvent examiner /acquérir le dossier d'appel d'offres à l'adresse indiquée ci-après de lundi à vendredi entre 10h et 15h 00.

5.Les candidats intéressés peuvent acheter, un jeu complet des documents d'appel d'offres rédigés en français, à partir du 04 Décembre 2013 à l'adresse ci-après, moyennant paiement d'un montant non remboursable de 250 000 francs CFA ou d'un montant équivalent en monnaie librement convertible. Le paiement pourra s'effectuer en espèces au siège du projet.

6.Les offres exprimées en hors toutes taxes (HTT) doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après au plus tard le 11 Février 2014 à 13 heures précises (heure locale). L'offre doit être accompagnée d'une garantie d'offre d'un montant de Quatre vingt millions (80 000 000) francs C FA. La garantie de l'offre peut être libellée dans une monnaie librement convertible ou d'une garantie bancaire, délivrée par une banque agréée en République du Congo par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC). Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées.

7.Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à la séance d'ouverture le 11 février 2014 à 15 heures 30 minutes à l'adresse indiquée ci-après :

Projet de Réhabilitation de l'Hôpital Blanche Gomes
Cellule d'Exécution du Projet
Bureau du Coordonnateur
Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO
Tel : (+242) 05 566 60 64 / 06 666 60 64
E-mail : mahima_nicolas@yahoo.fr
Centre -ville / Brazzaville -CONGO.

Fait à Brazzaville, le 02 décembre 2013

**Le Coordonnateur
Nicolas MAHIMA**

Idées-forces sujet en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

□ « L'expérience montre que le chemin de la croissance et de la prospérité est indissociable de celui du développement des infrastructures. »

Macky Sall, président sénégalais, le 23 juillet 2013 à Brazzaville lors du Forbes Afrique.

□ « Il faut un statut clair pour savoir quels sont les droits de l'opposant et quelles sont ses obligations vis-à-vis de la population, de l'État et de la République. »

Mamadou Koulibaly, ancien président de l'Assemblée nationale ivoirienne, le 6 janvier sur RFI.

□ « La sagesse nous invite à ne guère naviguer aux extrêmes, généralement envahis par des bancs de sable, mais plutôt d'avancer au beau milieu du fleuve, en eau profonde. »

Florent Ntsiba, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, le 6 janvier 2014 face aux syndicalistes.

□ « Ces dix dernières années, l'opinion et les élites africaines ont évolué. Elles demandent des échanges et des investissements plutôt que de l'aide. »

Jean-Michel Severino, ancien directeur général de l'Agence française de développement, entretien avec RFI et Jeune Afrique le 4 janvier 2014.

□ « Les valeurs de la République, c'est vivre ensemble, c'est porter ensemble l'histoire, ses aspects positifs et négatifs, difficiles ou douloureux. »

Christiane Taubira, ministre française de la Justice, le 8 janvier dans le Figaro.

□ « Pour être fidèle à lui-même, c'est-à-dire à ses missions, à ses valeurs, l'État doit changer pour être utile au pays. »

François Hollande, président français, le 7 janvier 2014 à l'AFP et Libération.

BONNE ANNÉE-2014

**POUR VOS CADEAUX
EN PEINTURE, SCULPTURE,
CÉRAMIQUE ET VASES MURAUX :
UNE SEULE ADRESSE :
LE MUSÉE GALÉRIE
DU BASSIN DU CONGO**

**LE MUSÉE DU BASSIN DU CONGO
SIS DANS L'ENCEINTE
DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE**

ZONE INDUSTRIELLE DE MALOUKOU

Quatre usines entrent en production en 2014

Ces usines spécialisées en matériaux de construction ont expérimenté leur produit en 2013. Elles pourraient lancer leurs activités cette année dans la zone industrielle de Maloukou-Trèchaud.

Quinze usines sont attendues sur le site. Les quatre entreprises pressenties sont spécialisées dans la fabrication de briques et de tuiles en céramique, de tubes et tuyaux en PVC et de tuiles galvanisées. Les productions des usines ciblées ont fait l'objet de corrections à la suite de séances d'expérimentation. Les produits devraient être mis sur le marché courant 2014.

Selon le gouvernement, l'industrialisation gagne en visibilité à travers, notamment, ce projet de construction d'usines dans la zone industrielle et commerciale de Maloukou. Ainsi, avec l'achèvement des travaux de construction et d'équipement des premières usines, la production de matériaux de construction congolais deviendrait une réalité. Cette zone se trouve à un endroit stratégique pour la République du Congo, avec l'ouverture de la route bitumée Pointe-Noire—Brazzaville longue de plus de 500 km ; Maloukou pourrait devenir le



Des ouvriers sur le site de Maloukou

futur port de marchandises de Brazzaville, limitrophe avec plusieurs autres pays de la sous-région. D'où le choix de construire un pont route-rail. Ainsi, les produits sortis de ces usines ne serviront pas qu'au Congo, ils profiteront aussi aux pays frontaliers.

« La zone industrielle de Maloukou deviendra Zone économique spéciale (ZES) car on attribuera à ces entreprises un certain nombre d'avantages fiscaux et douaniers. Un dispositif est mis en place pour que ces entreprises soient exoné-

rées. La zone industrielle actuellement en construction sera placée dans la future ZES », a indiqué la direction de l'Industrie.

Rappelons qu'en 2012, les industries agroalimentaires et manufacturières ont progressé de plus de 8% ; cette année, la tendance est encore à la hausse. Cependant une interrogation plane quant au statut des sociétés qui géreront ces usines. La question n'a pas encore été évoquée par le gouvernement.

Nancy France Loutoumba

ENVIRONNEMENT

Une érosion menace le Ciespac

Le Centre inter-États d'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale (Ciespac), situé dans l'arrondissement 9, Djiri, près du lycée Thomas-Sankara, se trouve menacé par une érosion occasionnée par les pluies du mois de décembre, qui se sont abattues sur la capitale congolaise.

Le centre, dont les bâtiments ont été récemment construits, mérite d'être protégé afin d'éviter leur destruction. Déjà, son mur de clôture s'est en partie écroulé, favorisant ainsi l'avancée de cette érosion. Le Ciespac a pour objectif de participer au développement sanitaire de l'Afrique centrale, de former des personnels de haut niveau adaptés et opérationnels, d'apporter un appui réel aux programmes sanitaires de la sous-région.

En amont du Ciespac, un glissement de terrain menace également le mur du lycée Thomas-Sankara nouvellement érigé.

Dans la capitale congolaise comme ailleurs, les érosions sont dues au lotissement anarchique, au déboisement, à l'insuffisance des systèmes de drainage des eaux pluviales, à la

défectuosité de communication sur la problématique des érosions, à la caducité du plan de développement urbain.

En attendant une évaluation précise, il est possible d'anticiper les besoins, en cherchant des solutions pour sauver les habitations à risques et en mettant en place des abris d'urgence.

À Brazzaville, située sur des collines avec des pentes pouvant aller jusqu'à 20%, et surtout en zone périphérique, on peut estimer la fréquence et l'occurrence des érosions et identifier les zones à risque à partir d'informations portant sur la géologie, le climat, la végétation et l'hydrologie.

Outre l'insuffisance de politique d'aménagement en matière de systèmes de drainage des eaux pluviales, on peut déplorer que les canalisations, là où elles existent, ne soient pas toujours curées à temps. Par ailleurs, le processus d'érosion peut passer inaperçu : il commence par un décapage superficiel, puis se forment des ravines, des crevasses qui s'élargissent et s'approfondissent. Il est alors trop tard. Les mesures permettant d'atténuer les conséquences des

glissements de terrain consistent à la fois à sensibiliser les communautés et à prévoir des systèmes de surveillance, d'alerte et d'évacuation.

Rappelons que le gouvernement congolais a lancé en juillet 2011, un projet de lutte contre les érosions, glissements de terrain et autres phénomènes naturels dus à l'occupation anarchique des terres. Intitulé « Aménagement des bassins versants et stratégies de lutte contre l'érosion hydrique à Brazzaville », ce projet a été mis en œuvre et vise un aménagement intégré durable des terres urbaines et périurbaines de Brazzaville.

Le lancement de ce projet est intervenu après la signature d'un accord en avril de la même année entre la FAO et le ministère du Développement durable, de l'Économie forestière et de l'Environnement. Il contribue à l'atteinte de l'Objectif n°7 du millénaire pour le développement, relatif à la préservation durable de l'environnement. Il facilite la restauration des sols, des paysages forestiers urbains et périurbains et à la conservation de la biodiversité.

Fortuné Ibara

COURS DU MARCHÉ**Le prix du poisson fumé suscite des interrogations**

Poissons de mer, poissons salés, produits carnés importés, viande de brousse, poissons d'eau douce et, enfin, poissons fumés, tel est le menu auquel les Congolais ne peuvent pas échapper. D'entre tous, le poisson salé bénéficie du nombre des « suffrages » pour bien de raisons. La principale, c'est d'être prélevé des eaux congolaises. Pourtant, son prix inquiète.

Pour les Congolais, le poisson fumé devait s'affirmer sur le marché local par sa permanence et son coût à la portée de toutes les bourses. « C'est un produit local. Nos eaux sont très riches. Mais on ne comprend pas pourquoi il coûte si cher comparé aux autres produits d'importation. »

Principales sources d'approvisionnement

« Le poisson fumé est une spécialité de la partie nord du pays. Le département du Kouilou au sud, qui essaie de marquer le pas, ne fournit qu'une tonne par an. Les anguilles et le silure sont ces principales variétés », a indiqué Emmanuel Banimba, chef de bureau de gestion des projets au Centre pour le développement de la Pêche et de l'aquaculture.

En effet, le poisson fumé est essentiellement produit par les localités situées le long des différents cours d'eau du Congo, entre autres : le fleuve Congo, l'Oubangui et la Sangha. Mossaka, Makotimpoko, Mpouya, Liranga, Pikounda, Dongou, Boyélé et Loukoléla dont la production annuelle est estimée à plus de six tonnes.

Pourquoi le poisson fumé coûte si cher ?

Selon le président de la Coopérative des pêcheurs de Mpila, Jean-Baptiste Lewoli, une mallette de poissons fumés va de 50.000 à 100.000 FCFA. Ceci s'explique par le circuit détourné entre le grossiste et le détaillant. Pour s'approvisionner, les vendeuses sont obligées de racheter le produit auprès des grossistes appelées « bisombela » en Lingala (langue nationale au Congo).

« Pour soutenir le capital et dégager un moindre bénéfice, ce qui n'est pas toujours facile, je suis obligée de vendre cher », a affirmé une vendeuse du poisson fumé au marché Poto-Poto, le 3e arrondissement de Brazzaville. S'ajoutent à la liste : des dépenses qu'enregistre la ven-

deuse, le coût du transport et du dépôt où est stockée sa marchandise.

À quelles difficultés font face les acteurs ?

Abandonnés à leur propre sort, les pêcheurs sont confrontés notamment au manque de matériels pour exercer comme de vrais professionnels. Comme logistique, ces pêcheurs ont besoin des filets, pirogues motorisées, pagaies, etc. « Depuis la catastrophe du 4 mars nous avons tout perdu. Les deux rouleaux de filets de 300 mètres que le ministère de la pêche a remis récemment sont insignifiants au regard du nombre des pêcheurs ainsi que du travail à accomplir. Pour bien fonctionner, nous avons besoin des filets de 700 voire 1000 mètres capables de capturer 10 à 20 gros poissons d'un seul coup », a souligné le président de la Coopérative des pêcheurs de Mpila, Jean-Baptiste Lewoli.

« Avec du matériel approprié, nous aurons une production qui nous permettra de payer nos agents dont la majorité évolue actuellement sur d'autres sites. Nous aiderons aussi des pêcheurs individuels », a-t-il ajouté.

Que dit le gouvernement pour l'émergence de la filière ?

Pour soutenir les acteurs de ce secteur, le ministère de la Pêche envisage de créer une caisse commune dont les collectes seront versées dans un compte bancaire. Ce fonds, qui bénéficiera également de l'apport de l'État, permettra d'octroyer des crédits aux différents pêcheurs en vue de soutenir leurs actions.

Le ministère compte aussi organiser des séances de formation destinées aux pêcheurs de Brazzaville. L'objectif est de leur apprendre les techniques de séchage jusqu'à méconnues par nombre de pêcheurs.

Cependant, pour permettre à la population de consommer bio et d'augmenter l'offre, le ministère de la Pêche et de l'aquaculture a lancé une opération dénommée « mille étangs ». Celle-ci consiste à créer dans chaque département des étangs de poissons pour répondre à l'opération « Poisson pour tous » d'ici à l'horizon 2025.

Gassia Mboussa Lopelle

Avis de recrutement du personnel complémentaire du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (PDARP)

Le ministère de l'Agriculture et de l'élevage recrute, pour le Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (PDARP), cofinancé par la République du Congo et la Banque mondiale, le personnel ci-après :

- un (e) responsable de la passation des marchés ;
- un (e) responsable de suivi-évaluation ;
- un ingénieur travaux publics ;
- un ingénieur agronome ;
- un (e) assistant(e) en communication ;
- un (e) aide comptable pour l'antenne de Djambala ;
- une secrétaire pour l'antenne de Pointe-Noire.

Les termes de référence détaillés comprenant la qualification requise, la durée du contrat et la composition du dossier pour chaque poste sont disponibles à l'Unité de coordination du projet à l'adresse ci-dessous :

Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales

Unité de coordination du projet.

Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila, face station Total, Brazzaville, République du Congo

Tél. (242) 06 858 88 88 / E-mail : pdarp-maep@yahoo.fr

La date butoir de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 24 janvier 2014 à 13 heures.

**ANNONCE RECRUTEMENT DIRECTEUR DES RISQUES ET DE LA CONFORMITÉ**

Une Banque de la place, filiale d'un grand groupe français recherche son Directeur des Risques, membre du comité Exécutif.

Missions :

- Mettre en œuvre la stratégie et piloter les engagements : contre analyse crédits, surveillance des engagements,
- Garantir la communication, le reporting et les alertes auprès des instances concernées...
- Elaborer et suivre le budget de sa direction
- Développer la motivation et le professionnalisme de l'équipe

Formation initiale :

- Titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 en Banque/Finance ou équivalent

Expérience :

- Vous disposez d'une expérience avérée sur une fonction similaire au niveau d'un siège bancaire avec une dimension de pilotage et d'animation d'un réseau décentralisé.
- Vous justifiez d'une expérience reconnue dans le management d'une équipe.

Envoyer CV et prétentions à annoncerh2013@yahoo.fr

SIBITI 2014

Transmission de flambeau entre Roch le Prince Okouele et Corine Marteau

Pierre Chaban Ngoma-Biyot, Roch le Prince Okouele, Bernadette Mawawa, Laurent Coddy, Franck Kandot et Sébastien Magand-Tardy prêteront main-forte à Corine Marteau pour préparer la participation des Congolais de l'étranger aux festivités du 54^e anniversaire de l'indépendance à Sibiti



Les membres du comité de pilotage Sibiti 2014 lors de la première réunion à l'ambassade du Congo en France

Le comité de pilotage Sibiti 2014 a annoncé, à l'issue d'une réunion tenue le 4 janvier à l'ambassade du Congo en France, en présence de Henri Dimi, conseiller économique, et d'Alexis Ekaba, conseiller juridique, la participation d'un collectif des Congolais de l'étranger aux festivités de l'indépendance à Sibiti.

La confirmation de cette participation a été rendue possible grâce aux résultats obtenus par le précédent comité présidé par Roch Le Prince Okouele. Une délégation de la diaspora s'était rendue à Djambala en août de l'année dernière. Celle-ci avait pris part au défilé sous la banderole du département des Congolais de l'étranger. La réunion a permis de transmettre le flambeau et tous les pouvoirs à Corine Marteau, native de Sibiti. Elle a été choisie et désignée par le collectif des associations présentes comme nouvelle présidente du comité de pilotage. L'objectif principal de sa mission est de conduire la délégation de la diaspora jusqu'à Sibiti. Elle s'appuiera sur les conclusions du projet Djambala 2013 dont elle avait activement participé à l'élaboration et à la réalisation.

Marie Alfred Ngoma

COMMÉMORATION

L'Église orthodoxe célèbre la Journée de la Théophanie

Placée sous le signe de la grande bénédiction des eaux, cette fête est célébrée dans le monde entier le 6 janvier 2014.

Une divine liturgie haute en couleurs a été organisée pour l'occasion à la Paroisse de la Résurrection, située dans le centre-ville de Brazzaville. Présidée par le 1^{er} évêque de l'Évêché Congo-Gabon, le père et évêque Pantoleimon, cette célébration a connu la présence de nombreux fidèles. Au-delà de celle-ci, une procession a également été organisée en mémoire de la Passion et de la Résurrection du Christ. Un cortège de fidèles a défilé de la paroisse jusqu'au bord du fleuve Congo, priant, chantant, et se terminant par un acte de dévotion, soit la bénédiction par le père et évêque Pantoleimon du fleuve Congo.

Rappel : le 6 janvier, l'Église orthodoxe célèbre la fête de la Théophanie. Selon les Évangiles, par son baptême dans le Jourdain, le Christ est manifesté comme Fils de Dieu. Cette fête est le pendant orthodoxe de la fête de l'Épiphanie dans l'Église catholique. Et c'est à cette occasion qu'a lieu la traditionnelle cérémonie de bénédiction de l'eau qui se déroule dans toutes les églises orthodoxes, chaque année. On appelle cette coutume « *Les bains de la Théophanie* », en souvenir du baptême de Jésus dans les eaux du Jourdain.

Guillaume Ondzé

SUD SOUDAN

Au moins 30 000 réfugiés s'enfuient vers des pays voisins

Suite aux conflits au Soudan du Sud, au moins 30.000 réfugiés se sont enfuis vers des pays voisins tels que l'Ouganda, l'Éthiopie et le Kenya.

Selon la porte-parole du Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) Melissa Fleming, plus de 23 000 réfugiés sud-soudanais ont déjà traversé la frontière vers l'Ouganda suite à l'éruption des combats datant maintenant de plus de deux semaines, depuis le 15 décembre dernier. Le HCR et ses partenaires font leur possible pour fournir suffisamment d'eau et d'installations d'assainissement dans les centres de transit et de réception des districts d'Arua et d'Adjumani, dans la région du Nil occidental au nord-ouest de l'Ouganda, et lundi dernier, quelque 23 546 réfugiés sud-soudanais étaient déjà arrivés en Ou-

ganda, a précisé la porte-parole. Parallèlement, un nombre croissant, mais plus limité, de réfugiés sud-soudanais fuient également vers d'autres pays voisins. Plus de 5 300 réfugiés ont été enregistrés en Éthiopie, a-t-elle indiqué.

Au camp de réfugiés de Kakuma au Kenya, le HCR a enregistré 3 173 nouveaux arrivants dimanche soir, a révélé Mme Fleming, ajoutant que la situation au Soudan comporte toujours quelques zones d'ombre. À l'intérieur du Soudan du Sud, le HCR fonctionne avec un effectif réduit de 200 personnes du fait des combats incessants et de l'insécurité pratiquement à travers tout le pays. Toutefois le HCR continuera à fournir des services à environ 230 000 réfugiés qui résident dans 10 camps de réfugiés au Soudan du Sud, selon la même source, ajoutant qu'il a égale-

ment une responsabilité accrue pour venir en aide à 57 000 civils ayant trouvé refuge dans 10 complexes abritant des bureaux des Nations Unies à travers tout le Soudan du Sud. Le HCR aidera à diriger les efforts pour protéger les personnes particulièrement vulnérables comme les femmes et les enfants et a dépêché des experts dans des domaines tels que la planification de site et la gestion de camps. Lundi dernier, un avion affrété a atterri à Juba avec, à son bord, des articles de secours de première nécessité depuis un entrepôt de stockage du HCR à Nairobi. La cargaison comprenait 12 500 couvertures, 2 500 batteries de casseroles et d'autres ustensiles de cuisine ainsi que 4 000 bâches en plastique pour abriter 20 000 personnes déplacées dans et autour de la capitale.

Xinhua

La Guinée-Équatoriale a fermé ses frontières avec le Cameroun et le Gabon

Selon plusieurs sources, les frontières terrestres de la Guinée-Équatoriale avec le Cameroun et le Gabon, principales portes d'entrée des migrants, sont fermées depuis le 1^{er} janvier 2014.

Malabo n'a pas officiellement justifié cette fermeture, alors que la date du 1^{er} janvier 2014 correspond à l'entrée en vi-

gueur de la libre circulation dans l'espace de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac).

Un officier équato-guinéen a expliqué que la fermeture des frontières avait pour but « *d'empêcher l'entrée massive des bandits et clandestins au motif de la libre circulation des personnes et des biens dans la*

Cémac que nous n'appliquons pas. »

Cette fermeture aura rapidement des conséquences pour la ville camerounaise de Kye-Ossi, véritable plaque tournante commerciale. Le Cameroun a répliqué en refusant l'entrée des Équato-Guinéens sur son territoire.

Noël Ndong

LES BRÈVES DU MONDE

Le Tribunal spécial pour la Sierra Leone ferme ses portes. Créé en juillet 2002 à Freetown, cette instance mise en place pour les juger les responsables des crimes commis pendant la guerre civile de Sierra Leone a inculpé une quinzaine d'individus en 11 ans d'existence. Ban Ki Moon a salué le travail de cette juridiction.

Manifestation. Dimanche 5 janvier, 30 000 migrants africains clandestins se sont rassemblés dans le calme sur la place Yitzhak Rabin à Tel Aviv (Israël) pour protester contre le refus des autorités d'examiner leurs demandes d'asiles. Ils ont également entamé une grève de trois jours sur leurs lieux de travail.

Ils se sont dits oui. Deux hommes se sont mariés à Libreville (Gabon) le 29 décembre dernier. Pour cela, ils ont contourné la loi relative au mariage en ayant recours à un mariage traditionnel. Au Gabon, l'homosexualité est vue par le ministre de la justice Ida Retno Assonouet comme une « abomination ».

L'actrice Lupita Nyong'o nominée pour les BAFTAs. Cette belle actrice kényane actuellement à l'affiche de « *12 Years a Slave* » doit maintenant faire ses preuves aux yeux du jury des BAFTA, cérémonie britannique honorant le meilleur de la télévision et du cinéma. Première étape avant les Oscars ?

Pêche en eaux troubles. Un bateau russe surpris en train de pêcher illégalement dans les eaux sénégalaises a été arraisonné près de la frontière avec la Guinée-Bissau. Selon le lieutenant-colonel Adama Diop, il s'agit du troisième arraisonnement pour la même raison en moins d'une semaine. La Russie de son côté conteste les faits reprochés.

La Somalie se défendra sur la glace. Une première pour le continent : la Somalie a été sélectionnée pour la disputer la coupe du monde 2014 de bandy qui se déroulera en Sibérie. Le bandy est un sport collectif, dérivé du hockey sur glace.

Morgane de Capèle

CENTRAFRIQUE

Un expert de l'ONU demande la protection des déplacés, la FIDH plaide pour l'envoi des Casques bleus

La communauté internationale doit de toute urgence fournir les ressources adéquates pour faire face aux besoins de protection et d'assistance d'un nombre croissant de personnes déplacées par les violences en République centrafricaine, a prévenu aujourd'hui un expert de l'ONU alors que la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) exige la mise en place d'une force onusienne dans le pays

« Le nombre de personnes déplacées a augmenté considérablement au cours des dernières semaines. L'accès immédiat des agences humanitaires à ces personnes, y compris à celles qui ont trouvé refuge dans l'enceinte de l'aéroport de Bangui, doit être garanti dans les meilleurs délais », a déclaré le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays. Chaloka Beyani a lancé cet appel alors que, selon les dernières estimations du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, près d'un million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, dont plus d'un demi-million dans la capitale, soit les deux tiers de la population de Bangui.

De son côté, le président de la FIDH, Karim Lahidji plaide pour l'urgence de l'envoi de Casques bleus. Il justifie son point de vue par le fait que depuis l'attaque menée dans la capitale centrafricaine, le 5 décembre dernier, par les anti-balaka (anti-machettes) contre les éléments de la Séléka, le bilan des conflits inter-communautaire est d'au moins 752 morts et de plus de 300 blessés.

« Ce bilan est effroyable d'autant qu'il s'ajoute aux nombreux crimes – meurtres, enlèvements, viols, pillages, commis par des éléments de la Séléka depuis le coup d'État du 24 mars 2013. La population civile est en totale insécurité. On ne peut que redouter le pire si la communauté internationale ne réagit pas en conséquence », a-t-il déclaré.

Le bilan global sur l'ensemble du

pays porterait à plus d'un millier le nombre de morts : des centaines de blessés, de viols, de maisons incendiées ont engendré un million de déplacés en Centrafrique à ce jour. « La FIDH est vivement préoccupée par la situation de chaos qui prévaut, en dépit du renforcement des troupes de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca) et de l'intervention de l'armée française validés par la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies du 5 décembre 2013 », souligne l'organisation de défense des droits de l'homme dans un communiqué.

Et la FIDH de poursuivre : « Cette situation nécessite le déploiement urgent de troupes internationales supplémentaires en RCA. La FIDH appelle ainsi l'Union africaine à renforcer les éléments de la Misca. Par ailleurs, la FIDH insiste, de

communauté des États se mobilise massivement pour venir en aide à la Centrafrique, notamment lors de la réunion des donateurs qui devrait se tenir le 1er février 2014 à Addis Abeba. En effet, l'appel à contributions lancé par les Nations unies pour financer les besoins humanitaires dans ce pays n'a pas obtenu les réponses suffisantes pour faire face à la situation de crise.

Après une interruption de trois semaines du fait des violences, les Nations unies ont repris la distribution de vivres destinés à environ cent mille personnes qui se trouvent à Bangui. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a distribué des vivres, des seaux, des bâches et des containers d'eau fournis par d'autres organisations à environ cent mille personnes qui ont trouvé refuge à l'aéroport de



Un véhicule de la force onusienne d'observation

puis son enquête sur la situation en RCA, sur l'importance de l'établissement rapide d'une opération onusienne de maintien de la paix en Centrafrique. Seule une telle mission permettrait de déployer les moyens humains, logistiques et budgétaires suffisants pour garantir la sécurité de la population à Bangui, mais aussi sur l'ensemble du territoire centrafricain. »

La FIDH a appelé la Communauté économique des États d'Afrique centrale, qui tient un sommet extraordinaire ce 9 janvier à N'Djamena, et l'Union africaine, réunie en sommet du 24 au 31 janvier 2014, « à requérir la transformation de la Misca en opération onusienne de maintien de la paix et demande aux membres du Conseil de sécurité d'examiner le plus rapidement possible le rapport du secrétaire général sur les modalités d'une telle mission pour en garantir son déploiement dans les plus brefs délais ». Elle souhaite que la

Bangui. Il espère atteindre l'ensemble des personnes déplacées au cours des dix prochains jours. Le PAM s'est déclaré toutefois profondément préoccupé par la détérioration de la situation en matière de sécurité dans le nord-ouest du pays et a exhorté toutes les parties au conflit à assurer un accès sûr aux personnes dans le besoin.

Le secrétaire général de la FIDH, Paul Nsapu, a souhaité qu'une réponse rapide soit trouvée à la crise en Centrafrique. « La mise en place d'une opération onusienne de maintien de la paix permettrait, outre son volet sécuritaire, de répondre à la crise par une approche holistique comprenant le soutien nécessaire aux institutions de la transition et la protection des droits humains, particulièrement la lutte contre l'impunité des auteurs des crimes les plus graves », a-t-il précisé.

Nestor N'Gampoula

LES BRÈVES DU MONDE

Présidentielle malgache : la cour électorale rejette les requêtes en disqualification des deux candidats

À Madagascar, la Cour électorale spéciale (CES) ne disqualifie pas Hery Rajaonarimampianina et Robinson Jean-Louis de la course à la présidentielle. Chacun des deux candidats avait déposé une requête en disqualification contre l'autre. La CES a estimé pouvoir joindre les deux requêtes au motif qu'elles se basaient sur les mêmes arguments. Au final, elle a rendu une décision plus politique que juridique. Robinson Jean-Louis accuse Hery Rajaonarimampianina d'avoir bénéficié du soutien du président de la transition. La CES répond que si elle disqualifiait Hery Rajaonarimampianina sur ce motif, elle devrait aussi disqualifier Robinson Jean-Louis pour la même raison.

Soudan du Sud : la question des prisonniers politiques pèse sur les négociations d'Addis-Abeba

À Addis Abeba, les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu au Soudan du Sud progressent lentement. Un accord a été trouvé lundi sur les modalités du dialogue, mais les discussions directes et officielles n'ont duré que la matinée. L'équipe de médiation s'est rendue à Juba pour rencontrer le président Salva Kiir et tenter de le convaincre de libérer les prisonniers politiques, accusés d'avoir fomenté un coup d'État à la mi-décembre. Ce point constitue ainsi le principal blocage aux négociations qui ne pourront pas progresser tant qu'il n'aura pas été résolu.

Tchad : le maire de Ndjamen suspendu de ses fonctions

C'est la troisième fois en deux ans que la capitale du Tchad, Ndjamen, est en quête d'un nouveau maire. Le dernier en date, Abdelaziz Saleh Damane, vient d'être suspendu de ses fonctions pour mauvaise gestion. Il faisait face à une fronde de certains conseillers municipaux. Abdelaziz Saleh Damane a été verbalement suspendu de ses fonctions par la déléguée du gouvernement auprès de la commune de Ndjamen, en présence du conseil municipal. Dans la foulée, il a été nommé conseiller du Premier ministre. Un poste qui ne l'empêchera pas de siéger au conseil municipal, mais il ne pourra plus en assurer la direction.

Burkina Faso : les ténors du parti au pouvoir démissionnent

Plusieurs figures du parti du président Blaise Compaoré, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), ont présenté leur démission lundi 6 janvier, en raison d'un « profond désaccord sur la conduite et l'orientation actuelle du parti ». L'ex-chef du parti et ancien président de l'Assemblée nationale, Roch Marc Christian Kaboré, ainsi que l'ancien maire de Ouagadougou, Simon Compaoré, membres fondateurs du CDP, figurent parmi les démissionnaires. De nombreux anciens ministres, dont Salif Diallo, autrefois homme de confiance de Blaise Compaoré, ont également quitté le parti. Le CDP prend acte de ces démissions, mais assure ne pas comprendre les raisons évoquées. Car que ce soient l'article 37 ou la mise en place d'un Sénat, toutes ces décisions ont été prises sous la houlette de ces démissionnaires, fait valoir le CDP.

Bénin : les syndicats appellent à une grève générale

Au Bénin, un appel à la grève générale a été lancé pour le 7 janvier 2014 par plusieurs syndicats. Ce mouvement de 48 heures veut interpeller le gouvernement sur le climat socio-politique, notamment après la répression d'une manifestation, fin décembre. À l'origine de ce mouvement de colère, il y a bien sûr des revendications salariales, mais ce n'est pas le plus important. Les principales organisations de travailleurs demandent le respect des libertés démocratiques et syndicales et veulent que la sécurité de tous les citoyens soit assurée, en particulier celle des responsables syndicaux, d'organisations de la société civile, de partis politiques, des magistrats, des opérateurs économiques dont « les points de vue sont différents de celui du pouvoir ».

France : la révision de la stratégie militaire au Sahel est envisagée

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, va se rendre, les 13 et 14 janvier 2014, aux États-Unis pour préciser aux responsables américains la nouvelle stratégie de l'armée française en Afrique. Une stratégie axée sur la lutte contre le terrorisme dans la zone sahélienne qui va nécessiter une réarticulation de la présence militaire française dans la région, en coordination avec le Pentagone.

Tiras Andang

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Ali Bongo Ondimba propose l'organisation d'une conférence africaine en 2014

Le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, a invité ses pairs africains et d'autres partenaires à soutenir son initiative d'organiser une conférence africaine sur le climat cette année à Libreville, avec l'appui du Programme des Nations unies pour l'environnement.

Cette initiative fait suite au sommet Afrique-France sur la sécurité en Afrique, qui a réuni, les 6 et 7 janvier 2013 à Paris, une quarantaine de chefs d'État et de gouvernement. Le changement climatique faisait partie des thèmes de réflexion. Ali Bongo Ondimba se fonde sur la nécessité pour l'Afrique de s'accorder et de définir une position commune avant 2015 pour engager le dialogue avec les pays industrialisés sur le sujet.

Noël Ndong

CHINE-AFRIQUE

La coopération en plein essor

"Nous sommes prêts à approfondir la coopération pragmatique avec l'Afrique, en se concentrant sur les domaines de nécessité impérieuse tels que les infrastructures, l'agriculture et l'industrie manufacturière", a martelé, lundi en Éthiopie, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, en visite en Afrique.

Cette visite, la première effectuée en Afrique subsaharienne par le chef de la diplomatie chinoise depuis son entrée en fonction, reflète une nouvelle tendance : la coopération entre l'Afrique et les pays émergents, dont a fait partie la Chine, est en plein essor.

Les sociétés minières indiennes étendent leurs activités en Zambie et en République démocratique du Congo, la Chine renforce ses investissements dans les infrastructures en Afrique, l'Arabie saoudite investit massivement dans l'agriculture, le Brésil intensifie les efforts visant à renforcer les liens avec les cultures et les ethnicités africaines...

Selon le rapport "Africa Attractiveness Survey 2013" du cabinet Ernest & Young, les investissements directs en Afrique par les pays émergents ont progressé de 20,7% au cours des cinq dernières années, contre 8,4% par les pays développés pendant la même période. Aujourd'hui, de nombreux pays émergents d'Asie et d'Amérique latine deviennent de nouveaux partenaires de l'Afrique. Les puissances émer-

gentes, dont les pays des BRICS, les pays du Golfe et la Turquie, sont devenues d'importants partenaires commerciaux de l'Afrique subsaharienne.

En 2012, les projets d'investissements directs étrangers en provenance des pays émergents ont représenté 25% du total des projets en Afrique, contre 19% en 2003, et se sont concentrés principalement sur les infrastructures et les services, a indiqué la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans un rapport publié en mars dernier.

Pour leur part, les pays émergents "sont des marchés qui peuvent offrir des opportunités à l'Afrique et qui continuent d'avoir un taux de croissance assez élevé", a indiqué à Xinhua la directrice du département Afrique du Fonds monétaire international (FMI), Antoinette Sayeh.

Un nouveau modèle de coopération

Du point de vue historique, les pays émergents et l'Afrique ont eu le même niveau de développement. Dans ce sens, les expériences des pays émergents sont plus instructives pour l'Afrique. La coopération Sud-Sud permet à l'Afrique de faire face à certains de ses défis, tels que la pauvreté, le changement climatique, le manque d'infrastructures et la fuite des cerveaux. L'Afrique considère également cette coo-

pération Sud-Sud comme un moyen efficace pour renforcer son droit de parole et sa position dans les affaires économiques et politiques internationales.

La forte demande dans les pays émergents pour les ressources et les matières premières a fait grimper les prix mondiaux des produits de base, ce qui donne un avantage comparatif à l'Afrique, tandis que la diversification des partenaires commerciaux a renforcé la capacité de l'Afrique à contrôler ses propres ressources. Par ailleurs, les produits « bon marché » et de bonne qualité en provenance des marchés émergents ont grandement enrichi le marché africain, réduit dans l'ensemble les prix des produits de base, et amélioré efficacement les conditions de vie des populations.

En outre, les pays émergents ont fourni des aides et des prêts sous diverses formes pour atténuer la pénurie de fonds pour le développement de l'Afrique, permettant de diversifier les sources de financement externes du continent, et améliorant considérablement les infrastructures et l'environnement de l'investissement en Afrique.

La coopération entre les pays émergents et l'Afrique, qui diffère de celle entre l'Europe et l'Afrique, représente un nouveau modèle de relations mutuellement bénéfiques, a indiqué au Quotidien du peuple le profes-

seur Kwaku à l'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud. Cette coopération donne une impulsion à la croissance économique en Afrique, et aide les pays africains à contrôler leur propre destin de développement et ainsi à devenir une force importante au sein de la communauté internationale, a-t-il estimé.

Partenariat avec la Chine : un clé pour la croissance

Avec une croissance de 5% en 2013 et de 6,2% en 2014, l'économie africaine devrait demeurer dynamique, selon le dernier rapport publié par le FMI. Parallèlement, au niveau continental, l'Afrique a fait preuve d'une résilience extraordinaire face à la crise économique mondiale.

Une des raisons pour cette "immunité" est la diversification des partenaires commerciaux dans les marchés émergents, a estimé Mme Sayeh, citant notamment la Chine, "qui devient le plus important partenaire commercial pour l'Afrique subsaharienne, et [...] constitue un grand marché pour les exportations de l'Afrique".

En effet, la Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Afrique depuis 2009 et le continent africain est lui aussi devenu une source importante d'importations chinoises. Entre janvier et septembre 2013, la valeur des exportations chinoises vers l'Afrique a atteint 68,32 milliards de dollars, alors que la valeur des

importations chinoises provenant d'Afrique s'est élevée à 88,07 milliards de dollars.

En plus des domaines traditionnels, tels que le secteur minier et les travaux de construction, les entreprises chinoises privées s'installent dans de nouveaux secteurs, tels que la fabrication, l'informatique, la culture, le tourisme et la protection de l'environnement, a fait savoir Wei Jianguo, vice-directeur du Centre chinois des échanges économiques internationaux et ancien vice-ministre chinois du Commerce.

Par ailleurs, il est à noter que de plus en plus d'entreprises chinoises implantées en Afrique ont choisi de mettre en place des usines, de transférer des technologies vers leurs sites, de fabriquer des produits primaires ou biens intermédiaires sur le terrain, et de créer davantage d'emplois pour les habitants locaux, a ajouté M. Wei.

Un point de vue partagé par Gerishon Ikiara, professeur en relations internationales à l'Université de Nairobi au Kenya. "Les entreprises chinoises ont contribué à stimuler les économies africaines avec leurs technologies et leurs expériences en matière de gestion, en particulier dans le développement d'une économie verte et la réalisation d'une croissance inclusive", a fait remarquer M. Ikiara.

Xinhua

VATICAN

Moins de titres ronflants !

Le pape décide de restreindre le nombre de titres de « monsignore » au nom de l'efficacité pastorale d'une Église invitée à la simplicité

C'est ainsi que l'imagerie collective et le cinéma ont habitué le monde à voir le Vatican : des allées où se coulent plus qu'ils n'y marchent des ecclésiastiques à la longue soutane noire et aux chapeaux à large bord, les « monsignori », appellation très prisée dans la culture religieuse italienne et par maints prêtres catholiques même quand ils ne le sont pas. Car un « monsignore » tient de l'évêque (sans l'être), du notable (qu'il n'est pas), d'un prêtre qui a l'oreille du pape auquel il est censé faire arriver n'importe quelle doléance.

Fini ! Par une lettre adressée à toutes les nonciatures apostoliques du monde (ambassades du Vatican) par la secrétairerie d'État (primature), le pape invite à limiter désormais le titre de « monseigneur » aux seuls évêques ; c'est-à-dire des responsables de diocèses et leurs adjoints directs. Pour tous les autres, il n'y aura plus besoin d'appeler « monseigneur » un prêtre en raison de son âge ; tous les prêtres de plus de 65 ans seront désormais des « Chapelains de Sa Sainteté », et non des « monseigneurs ».

Le pape justifie ces mesures par un souci de simplification, les titres ronflants introduisant une confusion dans les esprits, ce que le pape François tient en sainte horreur ! Mais le souverain pontife précise que sa mesure s'inscrit dans une ligne de continuité et non de rupture avec ses prédécesseurs. Du reste, la décision de cette semaine n'est nullement rétroactive : tous les « monseigneurs » du moment conservent leur titre. Et ceux qui travaillent au Vatican même continueront de le porter en raison de leurs charges effectives.

Lucien Mpama

CROISSANCE MONDIALE

Le FMI prévoit de réviser à la hausse sa prévision

Le Fonds monétaire international (FMI) va réviser à la hausse ses prévisions de croissance mondiale d'ici trois semaines, a annoncé le 7 janvier sa directrice générale, Christine Lagarde.

« Nous allons réviser à la hausse la croissance de l'économie mondiale », a déclaré Christine Lagarde lors d'une conférence de presse bouclant son séjour de trois jours dans la capitale kenyane. Elle a ajouté qu'il serait prématuré d'en dire davantage à ce stade.

Dans son dernier rapport prévisionnel sur l'économie mondiale rendu public en octobre, le FMI avait revu ses prévisions à la baisse, affirmant que la croissance mondiale « [continuait] à avancer à petite vitesse ». Les prévisions indiquaient qu'il fallait s'attendre à ce que la croissance mondiale soit de 2,9% en 2013 et de 3,6%



Christine Lagarde

en 2014, soit respectivement 0,3 et 0,2 point de moins qu'estimé en juillet.

En novembre, le FMI estimait que même si les économies émergentes représentaient l'essentiel de la croissance mondiale, elles étaient davantage en perte de vitesse que prévu. En revanche, les

économies des pays développés, en particulier celle des États-Unis, montrent des signes de reprise, précisait l'institution.

Le fait que la Réserve fédérale américaine (Fed) ait limité son aide à l'économie américaine en réduisant le montant de ses injections de liquidités a eu un effet majeur sur les économies des pays émergents : celui de ralentir les flots de capitaux vers eux au moment où les gains à long terme aux États-Unis et dans de nombreuses autres économies ont augmenté, a expliqué Christine Lagarde.

Au cours de sa visite au Kenya, qui a bénéficié en 2011 d'un plan d'aide de 750 millions de dollars du FMI pour rebâtir ses réserves de changes, Christine Lagarde s'est entretenue avec le président Uhuru Kenyatta dans la ville côtière de Mombasa.

Nestor N'Gampoula



Assurances et Réassurances du Congo



ANNIVERSAIRE 40 1973 - 2013



Soyez rassurés, vous êtes bien assurés
Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 01 42 87 - A Pointe-Noire : 222 94 12 00 - Et chez tous nos agents généraux

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.arc-congo.cg

Pas de crédit ?
Garde le **SOURIRE** avec

WARID
SO-V-NGA



Appelle maintenant, paie plus tard

Pour emprunter du crédit de communication :
 Compose 181811906 pour obtenir 100 FCFA de crédit
 Compose 181812906 pour obtenir 200 FCFA de crédit
 Compose 181813906 pour obtenir 300 FCFA de crédit
 Compose 181814906 pour obtenir 400 FCFA de crédit

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge.
 Offre soumise à conditions.



WARID
Passer à l'actif

www.warid.cg | 400 01 22 11 22



BUROTOP IRIS

www.burotop.com



Promo de Décembre en consos Canon

Toner CEXV 18 pour Canon IR1018/IR1020/IR1022/IR1024

à 19 500 FCFA



Toner CEXV 5 pour Canon IR1600/IR1610/IR2000/IR2010

à 29 900 FCFA



Toner CEXV 7 pour Canon IR1210/IR1230/IR1330/IR1370/IR1510/IR1530/IR1570

à 8 950 FCFA



Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60

POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

AMIC

Télécom

Fournisseur d'accès Internet

Installez l'internet + un routeur Wifi à

149,000 FCFA

gagnez 1 mois gratuit de connexion haut débit de 512 Kbps.

Direction Général Immeuble CNSS / 1er étage Brazzaville - Congo

Tel: 05 545 07 60 / 06 950 53 02 / 06 888 81 81 / 01 888 81 81

Email: Support@amc-telecom.com

ITALIE

L'Afrique a eu un large écho en 2013

La coopération Italie-Afrique a été au cœur d'une double et positive action pendant l'année qui vient de s'écouler. Rétrospective

Si l'année 2013 s'est terminée en Italie par des signes forts en direction de l'Afrique, avec laquelle la Péninsule a décidé de relancer une coopération réactivée, c'est aussi parce que tout au long de ces douze mois les événements ayant l'Afrique ou les Africains comme acteurs ou destinataires privilégiés se sont échelonnés. Pays respirant par les deux poumons du politique et du spirituel, c'est aussi par la double action menée au gouvernement et par l'Église catholique au Vatican que l'Italie s'est distinguée en 2013.

Même si la nouvelle de la démission du pape Benoît XVI en février n'a pas concerné le seul continent africain, le bouleversement introduit par cet inédit a eu ici des répercussions très visibles. Des leaders politiques ont adressé des messages de remerciements au pape émérite en signe de reconnaissance, lui qui en sept ans de pontificat effectua deux visites historiques au Cameroun, en Angola et au Bénin. La première de ces visites fut d'ailleurs l'occasion d'une houle mondiale, l'opinion occidentale ayant vu dans des propos du pape allemand retraité une condamnation sans réserve de l'usage du préservatif (« *Ce n'est pas le problème, c'est le problème* ») pour lutter contre le sida dont l'Afrique est affligée.

L'avènement, en mars, d'un nouveau pape venu d'Argentine, donc d'un pays du tiers-monde, eut une forte résonance au cœur de l'Afrique chrétienne et au-delà. Celui-ci devait d'ailleurs confirmer les espérances du continent noir en décidant de s'entourer de huit conseillers très proches, dont le cardinal Laurent Monsengwo Pasinya, archevêque de Kinshasa, en République démocratique du Congo. Le pape François, partisan d'une « Église pauvre pour les pauvres » a su tout de suite trouver les gestes et les mots qui parlent à cette Afrique de la foi qui a vu en lui sinon un des siens, du moins un de ses avocats incontestés.

Les Africains gagnent en visibilité. Mais au plan politique aussi, l'Italie a innové en quelque sorte. L'année 2013 s'est ouverte avec une grande incertitude politique causée directement et indirectement par la gestion de Silvio Berlusconi, homme le plus riche du pays mais dont le comportement chaotique commençait à devenir source d'embarras sur la scène internationale. Pourtant les élections politiques de mars qui promettaient sa mise hors-jeu définitive ne purent libérer que des résultats où chacun pouvait voir, suivant sa préférence, son verre à moitié vide ou à moitié plein. C'est cela qui amena au pouvoir une coalition politique naguère impensable, associant droite et gauche dans un gouvernement dit « *de large entente* ».

Dirigé par Enrico Letta, du Parti

démocratique (gauche), ce gouvernement fit pour la première fois appel à une fille d'Afrique comme ministre, Cécile Kyenge Kashetu, originaire de la République démocratique du Congo, au poste de ministre de l'Intégration. Le tollé et, presque, le traumatisme fut réel dans les milieux extrémistes dans une Italie où c'était une première en absolu. Mais le signal était donné : désormais l'immigration était considérée pour ce qu'elle devrait être, c'est-à-dire une force d'appoint et pas seulement en période électorale.

Même sans le vouloir, la ministre Kyenge, qui a effectué en novembre dernier sa première visite en Afrique, au Congo, est devenue un point de référence pour ou contre la politique italienne. Au point que la grande initiative de la fin 2013, l'Initiative Italia-Africa destinée à remettre en scelle la coopération italienne sur le continent l'a associée à cette démarche qui se veut de grande ambition. Et, qu'on le veuille ou non, ainsi que l'a dit le Premier ministre Letta, la présence de Mme Kyenge au gouvernement a permis de se saisir de manière plus courageuse de questions pendantes qui n'étaient abordées jusqu'ici que dans le dédain et l'anathème : la nationalité, le droit du sol, l'immigration, l'intégration...

De sorte que lorsque le 3 octobre dernier, plus de 360 immigrés, en majorité d'origine érythréenne, se sont noyés au large des côtes de

l'île italienne de Lampedusa, l'onde de choc a été réelle sur tout le pays. Le pape en personne a appelé à ce que des tragédies de ce genre, résultant d'une « globalisation de l'indifférence », ne se reproduisent plus. De sorte aussi que la discussion de la loi Bossi-Fini qui punit l'immigration clandestine en Italie peut désormais faire l'objet de discussions saines au sein d'une classe politique qui ne peut pas oublier les images affreuses de Lampedusa, symbole d'une Europe qui se barricade dans son bien-être et laisse les pauvres périr à ses fenêtres. Le Premier ministre Letta a mis sur pied une mission de patrouille permanente en mer Méditerranée, non pour dissuader l'immigration, mais pour empêcher que les clandestins se noient même s'il est clair qu'ils doivent être renvoyés dans leurs pays d'origine.

Dieu n'oublie pas l'Afrique. C'est dans ce contexte que la visite du leader d'un acteur jadis important du développement en Afrique, la Russie, est intervenue. À Rome, en novembre, le président Vladimir Putin y a rencontré l'ancien président de la Commission européenne et ancien Premier ministre italien, Romano Prodi. Aujourd'hui, il est délégué du secrétaire général de l'ONU pour le Sahel. Le président russe a décidé d'appuyer l'action polysémique de l'homme d'État italien en Afrique, très actif aujourd'hui dans les politiques de mise à disposition de

l'eau potable pour les populations au Sahel, la scolarisation des jeunes filles, la construction de centres de santé et, bien entendu, la lutte contre le terrorisme de matrice islamique.

Enfin, au plan religieux, le Vatican a décidé de mettre résolument l'Afrique centrale au cœur de son action en recevant tour à tour trois des grands dirigeants de la sous-région : le Camerounais Paul Biya (18 octobre) ; l'Équato-Guinéen Obiang Nguema Mbasogo (25 octobre) et le Congolais Denis Sassou-N'Gusso (9 décembre). Le tout alors qu'à N'Djamena, le 6 novembre, le Saint-Siège officialisait les rapports de coopération Église-État par la signature d'un accord bilatéral. Signe de cette Afrique décidément visible au cœur du Vatican, c'est le nonce apostolique en Centrafrique, un Nigérian, qui fut le représentant et délégué du pape à cette cérémonie historique.

« *Toi, Seigneur, tu n'oublies personne ! Et tu veux porter la paix sur cette terre (africaine) marquée par la spirale de la violence et de la misère, où tant de personnes sont sans maison, sans eau et nourriture, sans le minimum vital. Paix en Centrafrique, souvent oubliée des hommes.* » Ce fut la prière du pape François dans la nuit de ce qui a été son premier Noël au Vatican. Une prière, pas un simple « Bonne Année ! » formel. C'est, là aussi, un signe.

Lucien Mpama

SOUDAN DU SUD

Les négociations se poursuivent à Addis-Abeba

Les pourparlers entre le gouvernement sud-soudanais et la rébellion menée par l'ex-vice-président Riek Machar, lancés le 6 janvier dans la capitale éthiopienne, sont loin d'aboutir. Elles visent la mise en place d'un cessez-le-feu.

La présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Nkosazana Dlamini-Zuma, s'est félicitée, dans un communiqué daté du 4 janvier, de l'ouverture des pourparlers entre les deux parties. Ces négociations, auxquelles ont appelé aussi bien le Conseil de paix et de sécurité de l'UA – notamment lors de sa réunion de Banjul du 30 décembre 2013 –, que le Sommet de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), tenu à Nairobi le 27 décembre, interviennent à un moment où ne peut plus opportun.

« *Pas un seul jour ne peut être perdu dans la quête de la paix au Soudan du Sud. Arrêter les combats qui se*

déroulent dans ce pays est non seulement un impératif humanitaire, mais aussi une nécessité stratégique, pour prévenir le risque d'effondrement qui guette la plus jeune nation du continent. La présidente de la commission note que la région et le continent dans son ensemble ne peuvent tout simplement pas se permettre de faire l'expérience des conséquences dévastatrices qui résulteraient de la faillite de l'État du Soudan du Sud », peut-on lire dans le communiqué.

Dans ce document, la présidente de la Commission de l'UA souhaite la cessation immédiate des hostilités et le commencement d'un dialogue politique, conformément aux dispositions pertinentes du communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'UA du 30 décembre 2013, qui ne constituent pas seulement une exigence de la communauté internationale, mais aussi un cri du cœur du peuple du Soudan

du Sud.

En conséquence, poursuit le communiqué, la présidente de la commission appelle les responsables sud-soudanais à abandonner toute manœuvre visant à engranger un avantage militaire avant de s'embarquer sur la voie de la négociation, et les exhorte plutôt à s'accorder sur une cessation des hostilités et à s'engager, de bonne foi et inconditionnellement, dans des pourparlers politiques inclusifs et exhaustifs.

« *La présidente de la commission exprime le soutien total de l'UA aux envoyés spéciaux de l'IGAD dans ces négociations, et l'entière confiance que le continent place en eux. À cet égard, elle souligne l'engagement de l'UA à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'aboutissement des négociations. Elle demande instamment aux parties sud-soudanaises de coopérer pleinement avec les envoyés spéciaux de l'IGAD* », conclut le communiqué.

Tiras Andang

Omar el-Béchir reçu par Salva Kiir

Le président soudanais a été reçu le lundi 6 janvier par son homologue du sud soudanais, Salva Kiir. Les deux personnalités se sont entretenues sur les questions économiques, notamment en ce qui concerne le pétrole de Juba qui transite par Khartoum.

Alors que tout le monde s'attendait que les chefs d'État recherchent la solution au conflit qui oppose les partisans de l'ancien vice-président limogé, Riek Machar aux soldats loyalistes, les discussions entre Omar el-Béchir et Salva Kiir ont été plutôt focalisées sur le pétrole sud-soudanais, dont les champs sont contrôlés depuis trois semaines par les rebelles dans la partie nord du pays. Leur rencontre a été l'occasion pour le président du Soudan d'exprimer ses inquiétudes sur ce sujet

et de s'enquérir sur l'issue que prendrait cette situation étant donné que l'économie de son pays est dépendante des recettes du pétrole en provenance de cette région.

La visite d'Omar el-Béchir est intervenue au moment où les négociations de paix entre les deux Soudan se déroulent actuellement à Addis-Abeba, sous le patronage de l'Union africaine. À Juba et dans la plupart des villes du Sud Soudan, la question qui se pose est de savoir si le régime de Khartoum dont les re-

lations sont froides avec l'État voisin du Sud Soudan est prêt à aider Salva Kiir dans le conflit contre Riek Machar ou pas. Ce conflit inquiète donc les autorités soudanaises qui savent qu'il peut avoir d'autres répercussions sur leur pays.

Le Soudan du Sud, indépendant depuis juillet 2011, est ravagé depuis le 15 décembre



Omar el-Béchir et Salva Kiir

par des affrontements opposant les forces gouvernementales à une rébellion menée par l'ex-vice-président Riek Machar. Les combats qui se sont intensifiés dimanche à travers le pays entre ces factions militaires, l'une, issue de la tribu Dinka à laquelle appartient le président Kiir, et l'autre, de la tribu Nuer dont est originaire l'ancien vice-président Riek Machar ont déjà fait des milliers de morts et quelque 200 000 déplacés.

Nestor N'Gampoula

Les voeux en images

